



Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

Suivi de la quatrième Conférence mondiale

sur les femmes et de la session extraordinaire

de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes

en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement

et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs

stratégiques, mesures à prendre dans les domaines

critiques et nouvelles mesures et initiatives

Déclaration présentée par la Fédération internationale des femmes pour la paix mondiale, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.



Déclaration

Depuis le Sommet du Millénaire des Nations Unies tenu en 2000 et l'engagement mondial pris en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement, la mobilisation et la participation des femmes à la réalisation de ces objectifs ont été l'un des plus grands progrès accomplis. Faisant appel à leur créativité, à leur talent et leur ténacité, les femmes ont, quand elles ont été mises à contribution, fait part de leurs besoins et prouvé qu'il importait pour le monde entier de tirer parti de ces ressources jusqu'ici négligées. Mais l'exercice a également été important dans la mesure où il a renforcé les capacités et l'estime de soi des filles et des femmes, qui sont ainsi de plus en plus souvent invitées à contribuer à la consolidation de la paix et au développement, d'où l'émergence de ressources illimitées en matière de mobilisation et de coopération.

En mai 2013, la Fédération internationale des femmes pour la paix mondiale a tenu sa dix-septième Conférence des femmes sur la paix au Moyen-Orient, sur le thème de l'autonomisation des femmes et de la promotion de valeurs universelles pour une culture de paix. Trois jours durant, 80 femmes dirigeantes et expertes, provenant de l'ensemble de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, ont participé à de sérieux débats. Une professeur d'université d'Arabie saoudite a entamé un débat sur les effets de la radicalisation et du terrorisme sur les individus et familles de la région. Elle a raconté comment elle avait pu, avec son mari, faire changer d'avis leur fils à un moment de son existence où il risquait de succomber au fanatisme à l'université et elle a ajouté que son cas n'avait rien d'unique.

Si l'on se fie seulement aux comptes rendus des médias sur ces questions, ou aux statistiques, il est très difficile de comprendre comment de telles situations peuvent se produire. Il est impossible de prendre les précautions nécessaires si l'on ne comprend ni le pourquoi ni le comment. On se sent alors impuissant et incapable d'agir. Les décrets des pouvoirs publics ou les résolutions de l'ONU ne peuvent à eux seuls prévenir le terrorisme. Grâce au témoignage d'une mère et aux débats qui ont suivi, toutes les personnes présentes ont pu comprendre aisément comment de telles situations peuvent se produire. Cela n'est guère différent de la façon dont un enfant peut être tenté de voler ou de tricher, la différence étant que les conséquences en sont plus graves et souvent irréversibles.

Comme l'oratrice nous l'a expliqué, si la mère est vigilante ou si les parents sont unis et actifs, il y a dans la vie d'un enfant des moments où un parent peut observer que quelque chose ne tourne pas rond et déceler un changement de comportement ou d'attitude. Il existe des signes connus et reconnaissables que les gouvernements et l'ONU pourraient aider les parents à reconnaître et, si de tels signes sont détectés suffisamment tôt, les parents peuvent très probablement regagner la confiance de leur enfant et inverser la situation. Mais si les parents ne sont pas attentifs, ou s'ils se disputent ou ne se préoccupent guère de leur enfant, ces moments passent inaperçus et la situation risque alors de tourner au drame. Il existe des solutions simples mais potentiellement radicales que l'ONU et les gouvernements doivent connaître.

Comme chaque année, les conclusions adoptées lors de cette conférence ont été diffusées par les participantes auprès des collectivités et des gouvernements de la région afin d'encourager et de cibler leur action. Un communiqué mettant l'accent

sur cinq grands sujets de préoccupation a été publié au terme de la conférence. Il a été convenu qu'il fallait :

- a) Instaurer une plus grande solidarité entre femmes au moyen de prises de contacts, de la mise en commun de récits d'expériences réussies, de la promotion de modèles par la mobilisation et le renforcement de capacités et du recours aux réseaux sociaux;
- b) Faire participer les hommes et les jeunes au sein des familles et des collectivités afin de mettre un terme à la culture de la violence;
- c) Appeler les femmes à revendiquer le rôle qui leur incombe dans les sphères socio-économique et politique et à coopérer avec les hommes aux fins de la consolidation de la paix et du développement;
- d) Inviter les mères à réaliser pleinement leur potentiel en tant que vecteurs de la paix, en protégeant leur famille, prévenant la radicalisation et d'autres épidémies sociales et en transmettant à leurs enfants des valeurs qui leur permettent de devenir des citoyens responsables à part entière et de contribuer à une culture de paix;
- e) Faire participer les jeunes à des campagnes éducatives sur la protection et l'appréciation de la notion de « patrimoine culturel », en mettant l'accent sur l'intégration de cultures autres que la leur.

Notre conférence internationale annuelle, organisée à Londres en octobre 2013, sur le thème « Définir la vision d'avenir et la voie à suivre pour nous transformer, protéger nos familles et instaurer une culture de paix », a fourni un autre exemple. Ce rassemblement annuel se caractérise entre autres par la mise en commun de rapports de toutes les régions, y compris ceux provenant de plus d'une centaine de sections nationales qui décrivent l'évolution de leurs activités et programmes nationaux. Chaque année, il est très intéressant et encourageant de voir par quels moyens les femmes influencent leur collectivité, notamment lorsque leur pouvoir d'action est renforcé dans le contexte des programmes mondiaux en faveur du développement et de la paix. L'un des récits présentés provient des Philippines et montre ce qui se produit quand une jeune femme apporte dans la localité reculée dont elle est originaire les outils et les connaissances qu'elle a acquis en travaillant comme représentante d'une organisation non gouvernementale à New York, en mettant particulièrement l'accent sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

Après avoir gagné la confiance de certains des dirigeants de la société civile et des pouvoirs publics locaux, cette femme est en train de convaincre du bien-fondé d'un projet qui consiste à recréer l'ensemble du village selon ce qu'elle sait être possible. Elle propose des mesures créatives d'incitation à l'éducation sous forme de bourses scolaires et s'emploie, en coopération avec les femmes et les jeunes, à éradiquer des formes de corruption systématique, comme l'achat de votes, et souligne à quel point il est nécessaire et urgent que l'ensemble du village coopère pour promouvoir l'interdépendance et la prospérité collective. La célébration des journées des Nations Unies est pour elle l'occasion de renforcer le sentiment d'appartenance à la collectivité et de former des jeunes et des femmes à des fonctions de direction, selon un plan qu'ils ont créé ensemble pour leur avenir. La vision d'avenir et les valeurs fondamentales de l'énoncé de mission de son organisation, son affection pour ses semblables et son dévouement à leur égard et les

stratégies, outils et instruments qu'elle a acquis par son expérience des travaux de l'ONU constituent une combinaison gagnante.

Les femmes et leurs associations de la société civile ont trouvé une dimension très concrète et noble dans la vision d'avenir et les plans d'action fournis par les objectifs du Millénaire pour le développement. Non seulement les femmes s'entraident, mais elles construisent un nouveau monde, en influençant ces changements par des caractéristiques propres aux filles, sœurs, épouses et mères, qui sont souvent absentes des fonctions de direction. Les objectifs du Millénaire tirent leur force de leur capacité à amener les citoyens à dépasser le cadre de leur existence locale et à les associer à un modèle mondial et, par conséquent, leur donner un sentiment d'appropriation de l'institution et du mandat de l'Organisation des Nations Unies. La réussite du programme de développement pour l'après-2015 dépend absolument du renforcement de cette coopération.

Les résolutions historiques qui ont suivi la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité ont ouvert la voie à d'autres engagements qui ont affiné et favorisé la participation des femmes à l'élaboration de politiques et à la prise de décisions. Plus récemment, en juillet 2013, à Genève, le Conseil économique et social a adopté la résolution 2013/6 sur la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies. La recommandation générale n°30 adoptée en octobre 2013 par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes vise principalement à donner des instructions aux États parties sur les politiques et mesures législatives et autres relatives au rôle des femmes dans la prévention des conflits, les conflits et les situations d'après conflit. Mais il convient de continuer à réfléchir sérieusement aux moyens de faire bénéficier de ces engagements les villages les plus reculés et les filles et les femmes qui attendent qu'un signal d'alarme soit tiré, comme cela a été fait par certains des plans d'action nationaux adoptés au terme de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité.

On ne dira jamais assez à quel point les femmes s'emploient à relever de difficiles défis au sein de leur famille et de leur collectivité, souvent sans titre honorifique ni récompense. Nous apprécions au plus haut point les instituts de recherche des Nations Unies et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Ils s'emploient à recueillir systématiquement des données et à diffuser les preuves de ce que nos expériences locales nous ont appris. Ces femmes se sentiront encouragées sur le terrain et continueront à l'être si elles comprennent que leurs solutions élaborées localement sont reconnues par les Nations Unies.

L'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est une source d'espoir pour la réalisation de l'autonomisation des femmes et des droits et de la dignité de tous. Ainsi que cet article l'explique fort justement, il existe certes des devoirs envers la communauté mais ce n'est qu'en s'investissant dans l'amélioration de sa communauté et du reste du monde que la personnalité de chacun peut pleinement s'épanouir. Il s'agit d'une étape essentielle que les filles et les femmes peuvent franchir pour se libérer du lourd fardeau du statut de victime. Rares sont les filles et les femmes à qui cette chance a été donnée au cours des siècles et l'existence de cette chance donne actuellement lieu à une explosion de talent et de brillante participation à la vie civile.

En résumé, les femmes ont maintenant plus que jamais la possibilité de revendiquer la place qui leur incombe dans ce changement de paradigme mais cela ne se produira pas automatiquement et risque de ne pas se réaliser pleinement en l'absence de plans clairement définis qui conduisent à un engagement à tous les niveaux. De toute évidence, les femmes ne peuvent accéder au système mondial de règlement de conflit et de développement en tant que victimes. Le Secrétaire général actuellement en fonction n'a ménagé aucun effort au sein du système des Nations Unies en vue de promouvoir l'autonomisation des femmes et d'associer systématiquement les femmes aux fonctions de direction et à la prise de décisions, ce qui encourage la détermination de ces dernières. Mais il faut que cela se produise dans tous les aspects de la vie de tous les villages et c'est cette responsabilité qui incombe actuellement aux États et à ces partenaires qui reconnaissent l'importance de ce stade de l'histoire.

Au vu de ce qui précède, nous formulons les recommandations suivantes :

1. Les femmes devraient être conscientes de leurs droits et de leurs facultés uniques de répondre aux besoins locaux et mondiaux, tels que les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement de l'après-2015;
2. Les femmes devraient participer aux décisions qui les concernent, en apprenant le leadership dès l'enfance, lorsqu'elles reconnaissent déjà chez leurs mères un modèle de leadership féminin;
3. Les Nations Unies, les gouvernements, les institutions, les organisations non gouvernementales et les médias devraient coopérer avec les familles en vue d'informer les femmes de leurs droits et devoirs;
4. Il convient de mieux diffuser dans l'ensemble de la société civile les pratiques optimales, notamment celles qui ont trait à l'application à l'échelle nationale et locale de résolutions spécifiques (par exemple, la résolution du Conseil de sécurité [1325 \(2000\)](#)) et les objectifs arrêtés (par exemple, les objectifs du Millénaire pour le développement);
5. La paix et le développement dans la société ne peuvent être obtenus si l'exercice du pouvoir n'est pas assorti de qualités féminines; la collectivité devrait donc aider les femmes à renforcer ces qualités;
6. L'éducation pour les droits de l'homme et la paix devrait être privilégiée dans le cadre des programmes scolaires et coordonnée avec l'éducation informelle au domicile, afin de servir de référence pour les attitudes et comportements que doivent adopter des citoyens mondiaux responsables;
7. Il incombe aux femmes d'évaluer leur propre part de responsabilité dans l'échec des politiques et de la gouvernance à tous les niveaux et de passer du rôle de victime à celui de dirigeant;
8. Les rôles assignés aux femmes et aux hommes sont influencés par la socialisation mais c'est cependant grâce aux modèles parentaux que l'on prend mieux conscience des valeurs innées de dignité féminine et masculine; une éducation adéquate aux aptitudes parentales devrait donc être proposée.

Alors que des prévisions sont établies pour l'après-2015, la participation stratégique des femmes multiplie par deux au moins nos chances de succès.